

<https://divergences.be/spip.php?article4120>



Quand le PCF était antisémite !

- Un Caillou dans l'Histoire -



Publication date: samedi 31 mai 2025

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Ce soir est un quotidien national dirigé par ses fondateurs en 1937, les écrivains Louis Aragon et Jean-Richard Bloch, qui fut après la Seconde Guerre mondiale en France le fleuron de l'Union française de l'information, regroupant une centaine de journaux proches ou détenus par le Parti communiste français, dont une vingtaine de quotidiens.

Journal d'informations générales, il a organisé des épreuves cyclistes. Après avoir été le plus lu des journaux communistes, largement devant L'Humanité et les nombreux journaux régionaux, il a cessé de paraître au début de l'année 1953.

Voici une série d'articles de janvier et février 1953, parus quelques semaines avant sa disparition, le 28 février 1953. Ils sont signés [Pierre Hervé](#)

Sommaire

- [Le complot des blouses blanches](#)
- [28 janvier 1953](#)
- [29 janvier 1953](#)
- [30 janvier 1953](#)
- [31 janvier 1953](#)
- [1er février 1953](#)
- [J'ai cru au matin](#)

Il faut replacer cette série d'articles dans leur contexte. Il s'agit du

Le complot des blouses blanches

Pour le résumer je ne peux que citer Souvarine qui écrit, page 596, dans l'arrière propos de sa biographie de Staline.

Brusquement l'heure fatale sonna le 13 janvier 1953 quand fut annoncée la découverte d'un complot de « médecins terroristes » accusés de tuer sournoisement leurs malades (Jdanov et autres importantes personnalités politiques et militaires), en outre d'être à la solde de services secrets étrangers, notamment d'une institution philanthropique juive dénoncée comme criminelle.

Ces « bourreaux du genre humain » (sic), comme il se doit, avaient tous passé des aveux. Il s'agissait de neuf sommités de la médecine, académiciens et professeurs, dont six d'origine juive, et peu après s'y ajoutèrent six autres.

Ils étaient les médecins du Kremlin, devenus des « assassins en blouse blanche ». Cette invention fantastique, inimaginable, accueillie avec intérêt et déférence dans le monde extérieur intoxiqué de propagande communiste, ne put tromper personne dans le monde soviétique : c'était l'annonce du pogrome final, dont nul ne prévoyait encore les modalités.

Staline est mort le 5 mars.

https://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L284xH400/1953-01-14_ce_soir-88db2.jpg

14 janvier 1953

La réaction à ce "fabuleux" complot se fit sentir dans la presse communiste française. Voici la série des 5 articles signés Pierre Hervé :

28 janvier 1953

https://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L273xH400/1953-01-28_ce_soir-09e40.jpg

28 janvier 1953

28 janvier 1954

RÉVÉLATIONS SUR L'ORGANISATION JUIVE AMÉRICAINE LE "JOINT".

La preuve qu'il ne s'agit pas de philanthropie, C'EST QU'ON VOIT CONFIER LES FONCTIONS DE CHEF DU SERVICE DES " PUBLIC-RELATIONS " DE PARIS A UN FIDÈLE DE TROTSKY.

Des événements récents ont mis en lumière l'action subversive du « Joint » et autres organisations juives internationales. Dans la très importante enquête que *Ce soir* publie, Pierre Hervé, un premier article, a examiné hier les conditions dans lesquelles l'activité d'organisations telles que l' « American Jewish Joint Distribution Committee » a pu s'exercer. Il est aujourd'hui question d'un spécialiste de la philanthropie...

EDWARD WARBURG, président du conseil d'administration du « Joint Distribution Committee », a protesté ces jours derniers contre les accusations de conspiration et d'espionnage portées contre son organisation.

Nous reviendrons sur la biographie de M. Edward Moritz Marcus Warburg, banquier et fils du fondateur du « Joint ». Demandons-lui dès maintenant pourquoi, fin 1946, il nommait M. Boris M. Joffe aux fonctions de secrétaire adjoint du Comité exécutif pour l'Europe du J.D.C. et pourquoi M. Borts M. Joffe nommait aux fonctions de directeur du service parisien des « Public-relations » (presse et information) M. Charles Malamuth.

J'ai sous les yeux un document de l'été 1949 consacré aux « overseas operations » (opérations d'outre-mer) et signé de M. Charles Malamuth, qui depuis lors a quitté le « Joint » pour prendre du service à la radio de « l'Europe libre » à Francfort. M. Charles Malamuth est de ces hommes que, dans les services spécialisés américains, on se prête volontiers.

Mais qui est M. Charles Malamuth ?

Puisque le rôle du « Joint Distribution Committee » est d'apporter une aide aux Juifs d'Europe, pourquoi ne pas avoir choisi, pour accomplir cette tâche, un citoyen américain sans orientation politique déterminée et soucieux uniquement de philanthropie ?

Le traducteur de **Kravchenko**.

[1]

La preuve qu'il ne s'agit de philanthropie, c'est qu'on voit confier les fonctions de chef du service des « Public-relations » de Paris à un fidèle de Trotsky. M. Charles Malamuth est en rapport avec le clan des mencheviks russes de New-York qui depuis trente ans, se consacre à la propagande antisoviétique.

Le 26 avril 1948, le « New York Post » écrivait : « Eugène Lyons, qui vient de quitter le « Pageant Magazine » se prépare à écrire un livre pour Victor A. Kravchenko, ancien membre de la mission d'achat soviétique... »

Or, Charles Malamuth a été adjoint d'Eugène Lyons du temps qu'il était correspondant d' « United Press » à Moscou, Charles Malamuth a traduit en américain les 500 premières pages du manuscrit de Kravchenko, mais ensuite une querelle au sujet du prix de la traduction les a opposés l'un à l'autre.

Malamuth est un familier du trotskyste Max Eastman, d'Isaac Don Levine, qui prit part à la rédaction du livre de Richard Krebs, dit [Jean Valtin](#), (*l'auteur du livre sans patrie ni frontières*) et de quelques autres spécialistes de la littérature antisoviétique. On dit qu'à New York, Kravchenko vécut chez lui et que ce « ghost writer » (écrivain fantôme) faisait dans le groupe Lyons, Don Levine et Cie une besogne bien déterminée. Faut-il y voir un indice dans le fait qu'en 1948 des exclus du parti communiste américain, tels que Jay Lovestone et Ben Gitlow vinrent lui rendre visite à Paris ? Sans doute était-ce une bonne préparation au rôle de chef du service des « Public-relations » du J.D.C. que de rédiger en 1941-42, d'après un papier de Trotsky, une biographie de Staline, biographie qui était prête pour la publication au moment de Pearl-Harbour mais dut attendre en raison des circonstances ?

Encart

STALIN APPRAISAL OF THE MAN AND HIS INFLUENCE

by Leon Trotsky (traduction par)

CHARLES MALAMUTH

Au moment de Pearl Harbour Charles Malamuth., qui traduisit 500 pages de Kravchenko, tenait prête une biographie de Staline, d'après les papiers de Trotsky.

L'homme qu'il fallait...

Les employés du « Joint » m'ont rapporté que M. Charles Malamuth n'hésita, pas à livrer à la police italienne des juifs, qui faisaient partie d'un convoi pour la Palestine, et lui avaient été dénoncés comme communistes. À une conférence de presse organisée par le « Joint », un journaliste voulut poser une question au grand financier Juif Morgenthau, mais M. Charles Malamuth intervint et, sans cacher son mépris, prononça ces paroles : « M. Morgenthau, ne répondez pas à cette question. C'est un juif communiste qui vous l'a posée.

M. Malamuth allait chaque semaine à l'ambassade américaine. Il y participait à certaines conférences. Lors de l'organisation du « Train de l'Amitié », c'est lui qui fut chargé du service de publicité.

Cet ancien professeur de cours rapides de russe à la « Cornwell University » (sans doute à l'intention des éventuels espions et parachutistes) était-il vraiment « the right man in the right place », l'homme qu'il fallait ? Oui, si on veut bien considérer que le « Joint Distribution Committee » n'a pas pour seul objectif la philanthropie.

(À suivre.)

Prochain article : UNE SOUPE DANGEREUSE

29 janvier 1953

https://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L198xH400/1953-01-29_ce_soir-004ac.jpg

29 janvier 1953

29 janvier

RÉVÉLATIONS SUR L'ORGANISATION JUIVE AMÉRICAINE LE "JOINT".

LE JOURNAL AMERICAIN "FORWARD" LE 8 MAI 1940 INVITAIT LES JUIFS POLONAIS A REJOINDRE LEURS ANCIENS FOYERS OCCUPES PAR LES NAZIS.

Que sont devenus ceux qui ont répondu à l'invitation ?

Dans les deux premiers articles que nous avons publiés, Pierre Hervé a analysé, documents à l'appui, l'activité d'organisations telles que l' « American Jewish Joint Committee » organisation, qui, comme on l'a vu, n'a pas pour seul objectif la philanthropie.

L'article d'aujourd'hui souligne la responsabilité écrasante de ces officines qui, en 1940, « recommandèrent aux juifs polonais de rentrer en Pologne occupée par les nazis.

Que sont devenus ceux qui ont répondu à l'invitation ?

Dans son ouvrage intitulé « Ils trahissent la paix » (1) M. Jean Cathala écrit :

« C'est l'ambassade de Kouibychev des fascistes polonais de Londres qui constituait la principale source de renseignements. Grâce aux « consulats », « délégations » et « œuvres de bienfaisance » qu'elle avait fondée dans toutes les régions de l'URSS, la représentation diplomatique du cabinet Sikorsky s'était en effet transformée en un gigantesque service d'espionnage, dont les dirigeants ne cachaient pas que la mission fondamentale était de préparer la guerre contre l'U.R.S.S. pour, le lendemain de la victoire sur l'hitlérisme et qui approvisionnait généreusement les espions de toutes les Nations Unies – voire des pays neutres – de toutes les informations qui lui paraissaient susceptibles de contribuer à cette cause. Cette officine d'espionnage fut démasquée et liquidée en 1943... »

C'est ainsi que furent condamnés Ehrlich et Alter, dirigeants du « Bund » et du parti social-démocrate juif polonais, qui en relation avec Anders. conspiraient contre l'Union Soviétique.

Est-ce invraisemblable ? Le 8 mai 1940, le journal américain « Forward » publiait sur huit, colonnes un article intitulé « La situation désespérante des juifs dans la partie de la Pologne occupée par l'armée rouge ». L'auteur écrivait : On meurt là-bas de faim. Des milliers de juifs franchissent illégalement la frontière pour revenir dans leurs anciens foyers occupés par les nazis. Dans la Pologne nazie, il existe tout de même le « Joint » qui distribue de la soupe. Là, il y a au moins l'espoir qu'un jour on se libérera d'Hitler. »

Cet article constituait une incitation aux Juifs à se rendre dans la Pologne occupée par les nazis. Que sont devenus ceux qui ont, répondu à cette incitation ? Or, le journal « Forward » était l'organe de David Dubinsky, dirigeant du Syndicat de l'habillement aux Etats-Unis, un des conseillers du « Joint » et bailleur de fonds du « Populaire » après la libération.

L'affaire vient de loin

Au début de l'année 1943 au moment même où l'Union Soviétique portait des coups décisifs à l'hitlérisme à, quoi pensaient les racistes Juifs à la Dubinsky ? Ils organisaient à Mexico et ailleurs des meetings antisoviétiques.

C'est que l'affaire vient de loin. Elle commence à l'attentat de Dora Kaplan contre Lénine. Se rappelle-t-on qu'Ouritsky fut assassiné par le poète Léonide Kanigisser ? Même l'affaire Mirbach donne à penser. Mirbach avait été nommé ambassadeur d'Allemagne à Moscou peu après le traité de Brest - Litovsk. Louis Fischer écrit :

« Les socialistes révolutionnaires de gauche reconnurent que leur dessein était de susciter une guerre avec l'Allemagne. Il n'y a pas de doute qu'ils comptaient faire passer le meurtre de Mirbach pour une provocation adressée aux puissances du centre (Blumkin avoua par la suite que l'exécution avait eu lieu sur les ordres du Comité Central des Socialistes révolutionnaires de gauche)... Ils pensaient que la paix de Brest condamnait la révolution à sa ruine. Pour la sauver, ils se proposèrent de susciter une guerre de partisans en Russie analogue à celle qui tourmentait les Allemands en Ukraine. On tuerait Mirbach l'honneur exigerait une vengeance ; les Allemands marcheraient sur Moscou, les Alliés aussi ; les deux impérialismes se trouveraient perdants et la

révolution européenne se trouverait précipitée... »

(2) Depuis qu'il a écrit ces lignes, Louis Fisher a rejoint le camp des antisoviétiques américains. Mais cette épreuve de 1919 s'est depuis lors renouvelée. Et chaque fois — notamment au moment du pacte de non-agression germano-soviétique — les mêmes éléments ont utilisé un soi-disant « messianisme révolutionnaire » pour accuser l'Union Soviétique d'abandonner le chemin du socialisme.

Trotskyistes, mencheviks, socialistes révolutionnaires, ces groupes émigrés ont vite dégénéré et ont trouvé accueil dans les organisations juives dirigées par l'impérialisme américain

(1) Editions de la Literatournaïa Gazeta-Moscou, page 78.

(2) Les Soviets dans les Affaires Mondiales. N.R.F., page 97.

Demain : LES « IRVING BROWN DU JUDAISME »

30 janvier 1953

https://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L148xH400/1953-01-30_ce_soir-3cd98.jpg

30 janvier 1953

RÉVÉLATIONS SUR L'ORGANISATION JUIVE AMÉRICAINE LE "JOINT".

par PIERRE HERVÉ

Professionnels de la charité les "Irwing Brown" du judaïsme ont éliminé, à la Libération LES VRAIS RÉSISTANTS

Lorsque Joseph Joshua Schwartz, président du Comité exécutif pour l'Europe du « Joint », arriva en France peu après la libération du territoire, il entreprit d'éliminer de tous postes autres que subalternes les éléments qui avaient pris une part active à la résistance et notamment les distributeurs et passeurs clandestins. Pour n'être pas suspect, il fallait avoir attendu la fin de la guerre à Lisbonne, en Suisse, outre-Manche ou encore outre-Atlantique (1) ou bien il fallait avoir collaboré avec les autorités nazies et vichyssoises !

C'est ainsi que Joseph Schwartz nomme directeur pour la France Gaston Kahn, qui avait été sous l'occupation directeur de l'U.G.I.F. (Union Générale des Israélites Français) dans la région de Marseille. C'est ainsi qu'il ressuscite le « Comité d'Aide aux Réfugiés » (organisation parasitaire d'avant guerre) et y place comme secrétaire général Geissman, qui fut, sous l'occupation, directeur de l'UGIF pour la région de Lyon. Par la même occasion, Gaston Kahn devient président de la section française de la loge maçonnique juive américaine a B'Nai B'Rith » (Les Fils de l'Alliance), dont un des membres les plus illustres est le financier Baruch.

Bientôt, la distribution des fonds doit se faire par l'intermédiaire du « Fonds Social Unifié Juif », dont le président se trouve être — devinez qui ? — Guy de Rothschild, qui exerce également les fonctions de président du Consistoire central des Israélites de France. Le nom du chef de la maison Rothschild en France est tout un programme. Nous verrons que Guy de Rothschild ne se désintéresse pas — c'est le cas de le dire — de l'activité anticommuniste.

Parmi les « attentistes » qui ont accouru auprès de Joseph Schwartz, on remarque aussi Marc Jarblum qui, avant-guerre, était délégué du « Parti socialiste sioniste » auprès de la 2e Internationale. En Suisse, il écrivit un livre sur « La lutte des Juifs contre les nazis ». C'est aussi, dira-t-on, une formule de lutte.

Qu'est-ce que l'U.G.I.F. ?

Pour bien comprendre l'orientation de Joseph Schwartz et des professionnels de la bienfaisance qui l'entouraient, il

faut savoir ce que fut l'U.G.I.F. sous l'occupation.

Le « Statut des Juifs » fut promulgué à Vichy le 3 octobre 1940. Au cours d'une conférence tenue le 4 janvier 1941, les autorités nazies fixèrent de la façon suivante les tâches du commissariat aux questions juives : « Vu l'expérience que le Reich a acquise avant cette guerre dans le règlement de la question juive, le commissariat français aux questions juives est invité à mettre sur pied, d'ores et déjà, le plan et les mesures préliminaires d'une déportation future des Juifs. Il pourra, à cet effet, se mettre en rapport, par l'intermédiaire de notre service, avec les autorités du Reich ayant l'expérience de ces questions. »

La création de l' « Union Générale des Israélites de France » faisait partie de ce plan. En vue de l'extermination des Juifs, il fallait d'abord les recenser, les marquer, les interner, puis les déporter. En fait, l'U.G.I.F. n'était qu'un instrument de la Gestapo. De ses dirigeants, qui s'étaient laissé embrigader par la Gestapo pour compter et étiqueter les victimes, les autorités nazies tirèrent le maximum, puis les liquidèrent eux aussi. Ils ne les liquidèrent pas tous cependant, soit que certains s'enfuirent à temps, soit pour toute autre raison. Et c'est pourquoi, dès son arrivée à Paris, Joseph Schwartz put en récupérer quelques-uns pour une nouvelle collaboration.

Une confession

Bien que Gaston Kahn eût été, par exemple, informé à Marseille que les autorités nazies allaient « prendre livraison » des pensionnaires d'une maison d'enfants, ainsi que de ceux d'une maison de vieillards. Il ne fit rien pour jeter l'alarme. Enfants et vieillards furent déportés.

Après avoir commis ce bel acte de « solidarité », Kahn s'enfuit. Il fut remplacé à son poste par un certain Joseph Lehman qui, arrêté à la libération, fit la déclaration suivante :

« J'avais l'impression que les assurances données par le gouvernement de Vichy aux israélites se trouvant en situation régulière en regard de sa loi seraient respectées. Or, mon fils, qui était absolument en règle, n'est jamais revenu d'un voyage à Paris. J'ai appris depuis qu'il avait été déporté sans que les autorités de Vichy interviennent. « Mon devoir de père et le souci que j'avais de ma sécurité personnelle m'ont alors déterminé à entrer dans l'U.G.I.F. le 17 novembre 1943.

« Il est vrai que l'affaire de la rue de la Paix, qui, réalisée à l'instigation de l'U.G.I.F., a permis l'arrestation d'un certain nombre d'israélites grâce à la découverte de nombreux fichiers, aurait dû me servir de leçon. J'ai été pour le moins imprudent et inconscient.

« Je ne réalise complètement que maintenant combien cette organisation, en faisant appel sous une dénomination officielle à la confiance des israélites, a pu les tromper. Je comprends maintenant qu'il s'agissait également, à n'en pas douter, de les faire se dévoiler pour mieux les arrêter ensuite.

« Je précise d'ailleurs, en ce qui concerne l'affaire de la rue de la Paix, que mes camarades ont été attirés dans un véritable guet-apens à la suite du rendez-vous qui leur avait été donné par l'U. G.I.F. et auquel se trouvaient des représentants de la police allemande.

« J'ajoute enfin que l'U.G.I.F., non seulement ne s'est jamais élevée contre les ordres du gouvernement de Vichy et de la Gestapo, mais les a suivies et exécutées finalement. Ce n'est que grâce à cette collusion que nos camarades ont pu être arrêtés et déportés.

« Je rappelle à ce sujet que, quelques mois avant, mon fils qui était étudiant en médecine et qui soignait des enfants israélites à La Rose, m'a appris que tous ces enfants devaient être déportés avec leurs mères.

« M. Kahn, alors président de l'UGIF avait été averti que la déportation devait avoir lieu à 8 heures du soir. Je reconnais bien volontiers que l'activité de M. Kahn a été criminelle, puisqu'il n'a pas essayé, au péril de sa vie, de sauver ces enfants pendant les quelques heures de répit. M. Kahn ayant disparu, j'ai été pressenti pour prendre la direction de l'U.G.I.F. par M. Gelsnan et M. Selmendel. C'est ainsi que j'ai été présenté à la Gestapo, où je me suis

rendu régulièrement chaque semaine. C'est au cours de la deuxième visite que j'ai fait une deuxième intervention en faveur de mon fils, à laquelle on m'a répondu négativement. Il est vrai que, si je ne suis entré à l'UGIF que pour essayer de mon fils, je n'avais alors aucune raison d'y rester, car alors je savais qu'il était impossible de ne rien faire. Je reconnais avoir participé à l'activité d'un mouvement, dont je puis dire hautement à l'heure actuelle qu'il a été l'ennemi d'autant plus dangereux qu'il était plus faux et plus traître ». Cette déclaration, qu'il est inutile de commenter, met en lumière le rôle de l'U.G.I.F.

Pour le compte du Département d'État

POURQUOI n'a-t-on pas voulu, dans certains milieux, faire la lumière sur le rôle des membres du « Comité de coordination juif » créé à Drancy par le SS Dannecker et transformé ensuite en UGIF ? Pourquoi avoir fait le silence sur les tentatives de collaboration avec les fascistes italiens et les conséquences de la concentration des Juifs dans la zone italienne, et notamment à Nice ?

La raison en est qu'à la Libération, ceux qui ont participé à toutes ces opérations ou les ont encouragées, ont trouvé protection auprès des grands professionnels de la bienfaisance du « Joint ».

En somme, Joseph Schwartz et son équipe ont effectué, dès la Libération, dans les milieux juifs, les mêmes besognes qu'un peu plus tard le soi-disant syndicaliste Irwing Brown accomplira dans les organisations syndicales pour le compte du département d'État de Washington.

Dans ces conditions, pourquoi ce que les dirigeants du « Joint » ont fait en France, ne l'auraient-ils pas entrepris dans les démocraties populaires ?

(1) voir *Ce soir* daté des 27, 28 et 29 Janvier,

Demain : LA « DIASPORA »

31 janvier 1953

https://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L184xH400/1953-01-31_ce_soir-ea288.jpg

31 janvier 1953

RÉVÉLATIONS SUR L'ORGANISATION JUIVE AMÉRICAINE LE "JOINT".

Par Pierre Hervé

La diaspora (dispersion des juifs) devient une arme de guerre froide au service du département d'État de Washington.

ROTHSCHILD et le lieutenant de DEAT

ARTICLE

Le journal juif américain (sioniste) publié en yiddish « The Tag » annonçait le 11 janvier dernier en première page : « Le sénateur Lehman attire l'attention de la Conférence sur le danger qui existe pour les juifs dans les pays derrière le rideau de fer (1). L'article consacré à la conférence annuelle du « Joint » mentionne l'établissement d'un budget de 25 millions de dollars (2) pour l'année 1953 et précise que le sénateur Lehman a « attiré l'attention sur le danger que dans les autres pays satellites de l'Union Soviétique ne se répète le même drame qui vient de se dérouler à Prague, où la corde de l'antisémitisme résonne plus fortement que toute autre ».

Suffirait-il que, parmi des espions et des conspirateurs, il y ait des juifs pour crier à l'antisémitisme ? Mais là n'est la question.

Puisqu'en date du 23 janvier, M. Edward M.M. Warburg, président de l'« American Jewish Joint Distribution Committee », vient de proclamer que son organisation « s'est abstenue strictement de toute activité politique et n'a jamais dévié de son principe de s'attacher exclusivement à son œuvre humanitaire », demandons-lui si le discours du sénateur Lehman ne constitue pas un acte politique dirigé contre les démocraties populaires.

Le sionisme pour les autres

IL est vrai que les organisations juives américaines se font une idée singulière de leur rôle. Dans le communiqué ci-dessus cité. M. Edward M M. Warburg annonce la fin (officielle) des « activités de secours » du « J.D. C. » en Hongrie et conclut :

« Toutefois, étant une organisation qui représente les Juifs d'Amérique, le J.D.C. continuera à se soucier du sort du judaïsme hongrois, aussi bien que de toutes les autres victimes, dans quelque pays que ce soit. » Lors d'une visite en Israël dans Pété 1950, M. Jacob Blaustein, président de l'« American Jewish Committee », déclarait : « Je manquerais de franchise si je ne soulignais pas que les juifs d'Amérique repoussent vigoureusement toute prétention ou insinuation selon lesquelles ils seraient des "exilés".

Les juifs des États-Unis, jeunes et vieux, sionistes ou non, sont profondément attachés à l'Amérique. Les juifs d'Amérique sont devenus de véritables citoyens américains...

"L'Amérique est le vrai foyer des juifs américains : c'est là que plongent leurs racines vivantes ; c'est le pays qu'ils ont contribué à édifier. Ils en recueillent les bienfaits, ils en partagent le sort. » (3)

À la même occasion, M, David Ben Gourion déclarait, lui aussi : « Quand Israël fut admis à l'O.N.U. notre délégué fit devant les Nations-Unies une déclaration dans laquelle il soulignait clairement et sans réserve que l'État d'Israël ne parle et n'agit qu'au nom de ses propres citoyens et ne cherche en aucune manière à parler ou agir au nom des juifs citoyens des autres pays. »

Précisons qu'au cours de cet échange de vues, il fut entendu que les organisations juives américaines ont « la responsabilité de la lutte pour les droits des juifs dans les autres pays » (5) et que « l'avenir d'Israël, tant sur le plan spirituel que social et économique, dépend dans une large mesure de l'existence aux États-Unis et dans les autres démocraties libres, de communautés juives saines et solides". (6)

Autrement dit, ne peuvent être « véritables citoyens » que les juifs des États-Unis ou à€" dans la mesure où Israël est soumis à l'impérialisme américain à€" les juifs israéliens, ou encore les juifs des pays occidentaux qui acceptent la domination du dollar. Hors de là, point de salut ! De quel droit les dirigeants des organisations juives américaines considèrent-ils que seuls les juifs américains sont majeurs et ont une patrie ? De quel droit s'attribuent-ils un pouvoir d'intervention dans tous les autres pays ? La notion de « diaspora » (dispersion) invoquée en vue de l'émigration et de l'installation en Palestine n'est valable en somme que pour les juifs des pays de démocratie populaire et de l'Union soviétique. En vérité, cette notion devient une arme de guerre froide au service du Département d'État de Washington.

(1) Voir « Ce soir » des 27, 28, 29 et 30 janvier.

(2) Le journal « Folks Stimme » (17 janvier 1953), publié en yiddish à Varsovie, fait état d'une réunion qui se serait tenue le 13 décembre 1952 au « Waldort Astorla », à New-York, réunion au cours de laquelle M. Joseph Schwartz aurait réclamé des dirigeants des organisations juives américaines 145 millions de dollars pour 1953. « Cette somme, aurait-il dit, est nécessaire pour organiser un mouvement clandestin en vue de sauver les Juifs des pays derrière le rideau de fer, »

(3 et 4) « Évidences » No 12. Août-septembre 1950. (5 et 6) Déclaration de M. Jacob Blaustein. Même numéro d'«

Évidences ».

1er février 1953

https://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L173xH400/1953-02-01_ce_soir-2-a0295.jpg

1er février 1953

RÉVÉLATIONS SUR L'ORGANISATION JUIVE AMÉRICAINE LE JOINT LA FINANCE JUIVE AMÉRICAINE A COMMANDITÉ HITLER

6e article

Dans l'importante enquête de Pierre Hervé sur l'activité subversive du « Joint » et d'autres organisations juives internationales, nos lecteurs ont notamment appris comment les professionnels de la charité que Pierre Hervé a appelé les « Irwing Brown du judaïsme » avaient éliminés des vrais résistants, ce qui couvrait la prétendue philanthropie du « Joint Distribution Committee », comment la « Diaspora » est devenue une arme de la guerre froide... Pierre Hervé révèle aujourd'hui, avec des preuves irréfutables, comment la finance juive internationale a financé Hitler.

Lors de la dernière conférence annuelle du « Joint » réunie au début de ce mois, Mme veuve Félix Moritz Warburg, née Frieda Fanny Schiff, a été réélue encore une fois présidente d'honneur. Son mari fut en 1914 le fondateur du « Joint ». Son fils cadet, Edward Moritz Marcus Warburg, a été réélu président du conseil d'administration.

Le père de Mme Warburg, Jacob Henri Schiff, naquit à Francfort le 10 janvier 1847 et succéda à son père, Moses Schiff, comme courtier des Rothschild dans cette ville. En 1875, on le trouve aux États-Unis associé de « Kuhn Loeb and Co ».

Le président Edward M. M. Warburg est le neveu de Paul Moritz Warburg, qui avait épousé Mira Loeb, fille de Salomon Loeb, de la maison « Kuhn, Loeb and Co » et quitta Hambourg en 1902 pour s'associer à son beau-père.

Edward M. M. Warburg est le frère cadet de Frederic Martin Warburg, qui a appartenu successivement aux banques « M. M. Warburg et Cie » de Hambourg (1921-1922), « Kuhn Loeb and Co » de New-York (1922-1927), « Lehman Brothers » de New-York (1927-1930). Depuis 1931, Frederic Marcus Warburg est associé de « Kuhn Loeb and Co ».

Pour terminer ce tableau, on peut encore ajouter que le président du « Joint » est le cousin de John Mortimer Schiff, associé de « Kuhn Loeb and Co » depuis 1931.

Il s'agit bien sûr comme on peut s'en rendre compte bien sûr de la grande finance juive, dont une émanation directe est la banque « Dillon Read and Co ».

Ils l'ont financé...

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, la banque d'investissement « Dillon Read » consenti aux industries lourdes allemandes des prêts considérables qui permirent au Reich de développer son potentiel de guerre. « Prevent World War III » (1) écrivait en avril 1948 : « Un coup d'œil jeté à la liste des clients de Dillon Read suffira. C'étaient les industriels qui appelèrent Hitler au pouvoir afin de dominer l'économie mondiale et préparer la Seconde Guerre mondiale. Thyssen nous a déjà dit ce qu'il fit de cet argent dans son livre "J'ai payé Hitler". Quant à ce que firent les autres industriels allemands de cet argent américain, les victimes du nazisme et les croix blanches des tombes des

soldats américains peuvent en porter un muet témoignage. »

D'ailleurs, si aujourd'hui Clarence Douglas Dillon est nommé par Eisenhower ambassadeur à Paris, c'est que John Foster Dulles, son secrétaire d'État « n'a rien oublié de son travail en commun avec « Dillon Read » pour le relèvement de La Ruhr et c'est en souvenir des années 1933 qu'il a fait choisir M. Dillon.

L'ambassadeur américain nommé à Paris est en effet le fils du banquier juif Clarence Dillon, qui commandita l'hitlérisme.

...et ils recommencent

La banque Dillon Read a fourni déjà sous la présidence de Truman de nombreux ministres et diplomates. William H. Draper, ancien sous-secrétaire d'État à la Guerre et suppléant d'Averell Harriman, un de ceux qui ont le plus contribué à rendre aux grands industriels d'Allemagne occidentale leurs biens et leur pouvoir, est un homme de « Dillon Read ». Entré dans la maison en 1927, Il en devint le vice-président en 1937.

Saviez-vous que Forrestal, ce secrétaire d'État aux Forces armées, qui devint fou et se suicida en mai 1949, était entré dans la maison « Dillon Read » en 1915 et en était devenu vice-président en 1928 et président en 1938 ?

Un autre vice-président de la maison « Dillon Read » fut Paul Henry Nitze, un des principaux rédacteurs du plan Marshall.

Ainsi, parmi les commanditaires de l'hitlérisme et parmi ceux qui ont entrepris, après la Deuxième Guerre mondiale, de restaurer à nouveau le militarisme allemand, on trouve les créatures de la haute finance juive américaine.

Dans notre précédent article, nous demandions de quel droit se prévalent les dirigeants d'organisations telles que le « Joint » et l'« American Jewish Committee » pour soi-disant veiller sur le sort des Juifs dans les autres pays. Est-ce en raison de leurs agissements de l'entre-deux-guerres, qui ont contribué à la victoire de l'hitlérisme et condamné des millions de Juifs européens aux camps d'extermination et aux chambres à gaz, aux tortures et aux massacres ?

Ceux qui dirigent le « Joint », l'A.I.C. et autres organisations, sont aussi ceux que la haine antisoviétique et l'appât du gain conduisent, encore une fois aujourd'hui à ressusciter les bourreaux des Juifs.

Les banquiers dirigent

Parmi les vice-présidents réélus cette année par la conférence annuelle du « Joint », on trouve encore d'autres financiers, notamment James H. Becker, président de la banque « A.G. Becker and Co », Herbert , H. Lehman, associé de la banque « Lehman brothers » (ancien gouverneur de l'État de New-York et ancien directeur général de l'U.N. R.R.A.), Harold Francis Linder, président de la « General American Investors and Co » (ancien adjoint au suppléant du secrétaire d'État aux Affaires étrangères, William Rosenwald, président de l'« American Securities Corporation »).

C'est l'« United Jewish Appeal » qui lance les souscriptions aux États-Unis et beaucoup de Juifs, petits ou moyens artisans et commerçants versent, chaque mois, plusieurs contributions volontaires. Ces gens modestes ont conservé un intérêt pour les pays dont ils sont originaires. Or, ils risquaient d'être influencés favorablement par les progrès sociaux et culturels des démocraties populaires. C'est pourquoi, dans le cadre de la stratégie de « guerre froide » du département d'État, les banquiers, qui dirigent les organisations telles que le « Joint » ont entrepris de les mobiliser contre l'Est.

Voilà tout le sens des campagnes organisées aux U.S.A. sur le thème de l'antisémitisme, dont feraient soi-disant preuve les communistes.

Dans le cadre des intérêts américains.

Le congrès de l'« American Jewish Committee » de janvier proclamait : « dans le cadre des intérêts américains, nous aiderons à l'édification d'Israël... » Vous avez bien lu : « Dans le cadre des intérêts américains » â€” comme peuvent par exemple les entendre, les maisons « Kuhn Loeb » et « Dillon Read ».

Comme pour démontrer qu'Israël n'est qu'un instrument, Pierre Ristel écrivait en janvier 1951 dans « Evidences », organe de l'A.J.C. : « Depuis quelques mois, Israël a abandonné sa politique de "non-Identification" avec l'Est ou l'Ouest, et s'est nettement rangé aux côtés de l'ouest. On a déjà fait valoir avec succès à Washington qu'Israël, en tant qu'unique État moderne démocratique dans le Moyen-Orient, mérite toute l'aide des autres démocraties... »

Israël, le sionisme, le nationalisme bourgeois et le racisme juif ne sont que moyens pour les financiers d'outre-Atlantique qui cherchent des « points vulnérables » dans les démocraties populaires et l'Union soviétique.

.....

Sur le Journal *Ce Soir*, voici ce qu'en dit Pierre Daix, dont il était directeur, dans son livre :

J'ai cru au matin

Page 314

C'est là-dessus qu'éclata l'affaire des Blouses blanches.

Une douzaine de médecins, presque tous juifs, arrêtés à Moscou sous l'accusation d'expédier ad patres leurs malades de la direction de l'État et du Parti. La presse chez nous se déchaîna, disant que des médecins ne pouvaient jamais faire chose pareille. J'écrivis un édito pour rappeler que des médecins avaient déjà fait ça, ceux des camps nazis. Lecœur me fit remarquer que je n'avais pas pris parti pour l'acte d'accusation soviétique. Je lui répondis que, si j'étais allé au-delà j'aurais dû expliquer comment il pouvait se faire qu'existent des nazis au pays du socialisme. « Mais ce sont des sionistes, des racistes... » Justement, je ne comprenais pas. J'avais cédé à la direction du Parti et publié une série d'articles (le Pierre Hervé imposé par le Secrétariat qui dénonçaient « Le complot sioniste international ». Cela m'avait valu la plus belle engueulade que j'aie jamais reçue d'Aragon. Maintenant, j'établissais un rapport avec ce que j'avais appris d'Elsa et d'Aragon, et aussi avec le procès Slansky.

Lecœur n'insista pas. *Ce Soir* allait mourir. Il ne possédait plus de moyens de pression. Sur son initiative, la Fédération de la Seine du Parti entreprit d'obtenir un communiqué des médecins communistes dénonçant leurs confrères emprisonnés et demandant leur châtime. Le communiqué parut dans *L'Humanité*.

PS:

Sur l'U.G.I.F on peut lire le livre de Maurice Rajsfus :

DES JUIFS DANS LA COLLABORATION

l'U.G.I.F. 1941-1944

Editions MASPERO 1980

[1] Viktor Andreïevitch Kravchenko, né le 11 octobre 1905 à Iekaterinoslav et mort le 25 février 1966 à New York, est un transfuge et dissident soviétique et l'auteur de *J'ai choisi la Liberté*, livre dénonçant le système soviétique, publié à New York en 1946. La traduction française, fut en France un immense succès d'édition et l'occasion d'une polémique politique.